

du Sud, ce qui, tous en convenaient, était une condition indispensable à l'unification. Obligée de rédiger une déclaration expliquant sa décision d'interrompre les pourparlers, la coalition de 16 membres des Nations Unies était déchirée à cause de la détermination de Washington de ne pas céder de terrain, quitte à perdre la bataille, car cela était de plus en plus important aux yeux de l'opinion mondiale dans le contexte de la Guerre froide. Pearson et la délégation canadienne s'efforçaient de maintenir l'unité de la coalition (documents 19 à 87). L'impasse de Genève et l'armistice de Corée étaient loin d'être une issue satisfaisante à des efforts de sécurité collective qui avaient coûté la vie à 1 642 Canadiens, mais elles permettaient au moins à Ottawa de retirer ses troupes d'Asie (documents 88 à 91).

Les entretiens de Genève ont eu une autre conséquence importante pour la politique étrangère du Canada. Au cours des premiers mois de l'année, l'insurrection des communistes contre la France au Cambodge, au Laos et au Vietnam remportait une série de victoires dont le point culminant fut le siège des troupes françaises à Dien Bien Phu. Le Canada voyait avec inquiétude Paris perdre le moral, tandis que Washington essayait de galvaniser la détermination des Français par des promesses d'une « intervention concertée » (documents 714 à 722). L'échec américain a mené à la deuxième conférence de Genève sur l'Indochine, où la France, la Grande-Bretagne et la République populaire de Chine ont trouvé le moyen de mettre un terme aux combats. À la grande surprise d'Ottawa, le Canada s'est soudain retrouvé, avec la Pologne et l'Inde, membre du groupe international mis sur pied pour surveiller le cessez-le-feu (Chapitre 7, partie 1). En un an, 160 militaires et diplomates canadiens ont été affectés aux quatre coins du sud-est de l'Asie³. La participation canadienne aux trois commissions — une pour le Laos, une pour le Cambodge et l'autre pour le Vietnam — devait avoir un profond retentissement sur la politique étrangère du Canada au cours des deux décennies suivantes. Le présent volume propose une riche sélection de documents qui font la chronique des premières expériences du ministère dans cette partie de l'Asie.

Si la stabilité semblait mieux assurée et les tensions moins vives en Asie, en Europe centrale et aux Nations Unies, la terrifiante menace d'une guerre thermonucléaire, déclenchée accidentellement ou de propos délibéré, subsistait. Pearson fut consterné lorsque Dulles annonça en janvier que les États-Unis auraient recours, pour assurer leur défense, à une « puissance de représailles massive mise en action instantanément par des moyens et à des endroits que nous serons seuls à choisir⁴ ». Pearson réfuta le point de vue de Dulles dans une allocution prononcée au National Press Club, à Washington, lui rappelant que « le "nous" en question devait désigner ceux qui avaient convenu, notamment dans le cadre de l'OTAN, de collaborer et d'agir de concert pour prévenir la guerre et, si la guerre ne pouvait être évitée, pour remporter la victoire⁵ ». Le raisonnement sous-jacent aux déclarations publiques de Pearson sur cette question est documenté en partie dans le présent volume (documents 443 à 445).

³ Canada, ministère des Affaires extérieures, *Rapport annuel de 1954* (Ottawa, 1955) p. iii.

⁴ John Foster Dulles, « The Evolution of Foreign Policy », Département d'État des États-Unis, *Bulletin*, volume XXX, n° 761, 25 janvier 1954, p. 107-110.

⁵ L.B. Pearson, « A Look at the 'New Look' », texte de l'allocution du secrétaire d'État aux Affaires extérieures au National Press Club, Washington, 15 mars 1954, *Statements and Speeches*, n° 54/16.